

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)
Chèque postal Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

4 parts de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, Paris (2°)

ABONNEMENTS

| FRANCE | ETRANGER |
|--------------------------------|-------------------------|
| 1 an 50 fr. | 1 an 52 fr. |
| Six mois 30 fr. | Six mois 32 fr. |
| Trois mois 20 fr. | Trois mois 22 fr. |
| Chèque postal Delecourt 691-12 | |

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Etre anarchiste ...

Le théâtre de l'Atelier s'honore actuellement en représentant une pièce de M. Bernard Zimmer intitulée : *Les Zouaves*. J'ai eu le plaisir d'en rendre compte dernièrement dans le *Libertaire*. J'ai formulé certaines réserves, qui n'enlèvent rien, du reste à l'intérêt que des gens épris de justice et de beauté, comme nous le sommes, sont obligés de lui témoigner.

Or, il s'est produit ce fait, c'est que la presse s'est montrée froide et parfois nettement hostile. Et chose curieuse, le *Libertaire* et l'*Action Française* ont été à peu près les seuls à vanter les mérites de cette œuvre vigoureuse. Voici ce qu'en écrit Lucien Dubech dans l'*Action Française* :

La plupart de nos confrères l'ont jugée anarchique et ont émis cette opinion étonnante qu'elle sapait les bases de l'ordre et de la société. Comment qualifier un pareil contre-sens ? C'est être anarchiste que prendre le parti des blessés de guerre contre les profiteurs ? La société née de la guerre, on va nous raconter que c'est l'ordre et la justice, on va nous demander de la défendre et de la vénérer ? O éternelle aberration des libéraux bien pensants ! Nous ne connaissons pas les opinions politiques de M. Zimmer, nous l'avons jugé sur la vigueur avec laquelle il mettait le fer rouge dans les parties pourries de la société et de l'Etat. Ce n'est jamais de ce côté-ci qu'on aura peur de la vigueur ou de la violence. Si M. Zimmer fait demain une mauvaise pièce, ou une pièce pernicieuse, nous le verrons, et nous le dirons. Mais s'il a tant fait crier aujourd'hui, c'est précisément qu'il a mis le doigt et appuyé sur des points sensibles. Il est étonnant que les mercantis et la police conjugués aient trouvé tant de vengeurs intéressés à leur cause.

Il y aurait bien des choses à dire sur le papier de Lucien Dubech, qui passe sous silence ce qui pourrait offusquer ses lecteurs et ne veut voir dans cette pièce qu'une attaque contre la société d'après-guerre. Moi, j'y vois une attaque contre la société tout court, celle des mercantis, des politiciens, des policiers et des soldats. Tout ce monde-là était donc si propre... avant-guerre ? Mais je voudrais éclairer un peu la religion de M. Dubech, qui ne me semble connaître des anarchistes et des idées qu'ils défendent que ce qu'en écrit son patron, notre excellent ami Léon Daudet.

« C'est être anarchiste que prendre le parti des blessés de guerre contre les profiteurs ? »

Eh oui !... c'est être anarchiste que de prendre le parti de toutes les victimes contre tous les bourreaux.

C'est être anarchiste que de démasquer tous les immondes gredins qui spéculent sur la souffrance d'une multitude servile, mais douloureuse.

C'est être anarchiste que de montrer aux victimes, à celles de la guerre, comme aux autres, la basse mentalité, les instincts crapuleux, la médiocrité intellectuelle des soi-disant patriotes, des pseudo-artistes, des larves grouillant dans l'ordure politicienne.

Et c'est surtout, être anarchiste, que de chercher à toute occasion, à dresser contre les bourreaux, les victimes, à insuffler aux vils, aux exploités, aux blessés de toutes les guerres, cet esprit de révolte qui semble s'être envolé de la masse populaire et que nul, à part les anarchistes, ne cherche sérieusement à réveiller.

Ah ! vous vous étonnez, monsieur Dubech, que « les mercantis et la police conjugués aient trouvé tant de vengeurs intéressés à leur cause ».

Peut-on pousser plus loin la naïveté ou l'insincérité ?

Voyons. Les mercantis ne sont-ils pas et ceux qui nous affament, et ceux qui actuellement nous gouvernent ?

Notre république démocratique et sociale n'est-elle pas la république des mercantis ? Les bavards du Palais-Bourgeois ne sont-ils pas les avocats des mercantis, rien que cela ?

Et la police n'est-elle pas sous tous les régimes, et sous toutes les latitudes destinée à assurer aux mercantis, toute sécurité dans la mise en coupe réglée, du grand nombre qui produit, qui peine, qui se fait tuer à la guerre ou qui doit, s'il en revient, manifester sa fierté d'être imbécile en scandant sur ses béquilles le rythme des strophes patriotiques ?

« Les Zouaves vont chantant ».

Les Zouaves !... Ils sont nommés les Zouaves.

Il y a les crapules et aussi, hélas ! les

inconscients qui sont parfois aussi féroces que les premiers. Ceux qui n'ont rien à défendre, ceux qui se laissent prendre aux boniments des charlatans du patriotisme, au mouvement de mention d'un Barrès, au « chiqué » d'un Hervé, au Don Quichottisme... prudent, d'un Léon Daudet.

Etre anarchiste, c'est non seulement prendre le parti des victimes, c'est encore leur démontrer aux victimes, qu'elles sont elles aussi, des Zouaves, et qu'elles le resteront, tant qu'elles n'auront pas compris, qu'il y a autre chose à faire que de pleurer sur ses membres disparus, ou sur sa déchéance physique et morale.

Contre les faiseurs, les habileurs, les voleurs, contre ceux qui battent monnaie dans le sang et la fange, contre les assassins et avec ceux qui sont désignés pour être les assassinés, pour la liberté, pour la vie, belle, normale, harmonieuse, les anarchistes mènent la lutte.

Il est bien compréhensible, monsieur Dubech que la presse des mercantis, ne réserve pas un chaleureux accueil à toute manifestation pouvant servir la cause d'aussi incontestables malfaiteurs.

Pierre MUALDES.

LE FAIT DU JOUR

Nous y serons

La Ligue Républicaine Nationale, autrement dit l'association fasciste française, organise une série de conférences dans les principales villes de France. Les vieux sordards, les politiciens de la Guerre du Droit, les assassins de Morhange, de Flibert, etc., vont aller vanter les bienfaits du nationalisme du traité de Versailles et de l'occupation de la Ruhr.

Naturellement ce bourrage de crânes intensif aura le même caractère lapageur que tout ce qu'organise le Bloc National déliquescence, et aura pour but d'entraîner les bourgeois apeurés dans les rangs des émules de Mussolini. Ah ! l'on assistera à un beau débordement d'apologie du crime, et les voyous camarades vont s'en donner à cœur joie contre l'idée révolutionnaire.

Mais voici qu'un communiqué d'agence nous informe que la Ligue des Droits de l'Homme a envoyé au complot Millerand une lettre par laquelle elle informe l'ancien président de la république qu'elle a l'intention d'aller, « en toute courtoisie », porter la réplique aux thuriféraires de la guerre à outrance et de la matraque-roi.

Cette ligue demande même aux organisateurs réactionnaires de l'informer de l'endroit et du lieu de ces réunions.

Naturellement cette missive sera prise en considération. Mais qu'en résultera-t-il ? Les politiciens millerandistes seront contredits par les mêmes hommes qui furent complices de toute leur politique de 1914 à 1923.

Que pourront bien dire les « ligueurs » ? Qu'ils sont, comme les nationalistes, soucieux des intérêts de la Patrie, qu'ils condamnent, comme eux, les menées révolutionnaires. Alors pourquoi cette comédie ?

Eh ! parbleu, pour en imposer à la masse des suiveurs du bloc des gauches. Seulement il y a une chose que ni les sèdes de Castelnau, ni les gens d'Herriot n'ont prévue : c'est la contradiction anarchiste.

En effet, nous avons décidé de porter partout où les assassins de la Guerre de Civilisation tront la parole libertaire. Nous avons résolu d'aller en tous les lieux où les politiciens organiseront une réunion démasquer les imposteurs criminels qui osent encore se réclamer du Peuple qu'ils veulent saigner une nouvelle fois.

Nous serons là, messieurs ; ne vous en déplaise ! Et nous dénoncerons vos crimes, nous dévoilerons vos visées monstrueuses ! Déjà hier soir à la Salle Japy, les anarchistes allèrent crier leur horreur et leur haine des fanioches dégoûtant de sang.

Demain, partout nous serons dressés face aux tristes individus qui voudraient implanter en France un régime de terreur ; nous dresserons un acte d'accusation en règle contre ces malfaiteurs publics, qu'ils soient de la Ligue Millerand ou de la Ligue d'Herriot !

Et le Peuple saura où sont ses vrais amis. Car nous parlerons, quoi que vous fassiez ! Et si vous employez la violence, alors, nous saurons utiliser les mêmes armes !

Suicide au téléphone

D'aucuns cherchent à présent l'isolement de la cabine téléphonique pour mettre fin à leurs jours. Au lieu de se mettre en relation avec l'humanité en demandant une communication, ils se décrochent d'elle, si l'on peut dire, dans un excès stupide de désespoir.

Lucien Caffreux, 123, avenue Jean-Jaurès, s'est suicidé dans la cabine téléphonique d'un débit, avenue d'Orléans, en se tirant une balle dans la tempe...

Voir en Dernière Heure :

LE MEETING FASCISTE

DE LA SALLE JAPY

LA GRÈVE SYNDICALISTE DE LONDRES

Musées, Parlement, Palais dans le froid et dans le noir

La grève des ouvriers chauffeurs, mécaniciens, électriciens, etc., employés dans les palais, les musées et au Parlement de Londres, bat son plein.

Sa caractéristique est d'être strictement syndicaliste.

A leur tour, les 35 ouvriers qui assurent l'éclairage et le chauffage au palais de Buckingham, ont abandonné le travail. On a bien essayé de faire assurer leur service par des volontaires, mais les résultats obtenus jusqu'ici ont été absolument nuls.

Il fait si froid au British Museum, aux musées Victoria et Kensington, que les longues galeries sont presque désertes et, à partir de trois heures, elles sont d'ailleurs complètement obscures, l'éclairage électrique faisant défaut.

De nombreux grévistes stationnent aux portes de Westminster, du palais de Buckingham et des musées afin de s'opposer à toute tentative de « jaunes » pour prendre leur place. Les dirigeants du mouvement déclarent que les grévistes ne reprendront le travail que si l'ouvrier qui avait été récemment expulsé de leur syndicat pour des actes antisyndicaux, est mis à pied au moins pour trois mois.

Première grève

Shanghai, 27 janvier. — Obligés de risquer leur vie pour transporter des troupes sous un feu violent, les mécaniciens et chauffeurs des chemins de fer Shanghai-Nankin se sont mis en grève. Les autres employés de ces chemins de fer ont suivi leurs camarades.

Dans l'Histoire de la Chine moderne, c'est la première fois que l'on assiste à une grève industrielle.

La force d'un journal

Un journal libre n'est fort et puissant que si ses amis et ses lecteurs se groupent autour de lui en s'abonnant.

Un abonnement, c'est peu pour chacun d'entre vous.

Une action, c'est peu pour un groupe ou pour quelques camarades conscients.

Pour nous, c'est l'assurance de notre vie, de notre indépendance, de notre diffusion.

Liste des Souscripteurs

au 2^e emprunt

du « Libertaire quotidien »

| | ACTIONS | FRANCS |
|---|---------|--------|
| 2 copains du groupe de Fontainebleau. | 1 | 50 |
| POLET Georges (Fontainebleau). | 1 | 50 |
| WILLY Gasser, St-Imier (Suisse). | 1 | 50 |
| Mlle MONTAUDAUD (Paris). | 1 | 50 |
| CROSET, Thiais (Seine). | 1 | 50 |
| MEYER Paul (Paris). | 1 | 50 |
| B... (Paris). | 1 | 50 |
| RICHEBOURG (Reims). | 1 | 50 |
| BEAUDENON, Milleroy (Loiret). | 1 | 50 |
| BERRY (Paris). | 1 | 50 |
| DERLEZ (Lyon). | 1 | 50 |
| PUECH Xavier, au Grand Bosquet, par Aimargues (Gard). | 1 | 50 |
| PASTOUREL Angèle St-Etienne. | 1 | 50 |
| FALVRE Paul (Montréal). | 1 | 50 |
| D. G. BOLLLEY, Genève (Suisse). | 1 | 50 |
| ROUAULT Eug. (Versailles). | 1 | 50 |
| NICOLET (La Rochelle). | 1 | 50 |
| LAURENT (Romainville). | 1 | 50 |
| Groupe régional de Bezons. | 1 | 50 |
| OLLIVON (Puteaux). | 1 | 50 |
| Mme CODEX (Paris 11 ^e). | 1 | 50 |
| AURAY, Couraud-Domérat (Allier). | 1 | 50 |
| SCHMIDT Otto (Zurich). | 1 | 50 |
| DELARBRE Henri (Calonne-Liévin). | 1 | 50 |
| E. NOUSILLET (Acquigny). | 1 | 50 |
| DOSPITAL (Issy-les-Moulineaux). | 1 | 50 |
| R. G., au Grand-Bennis, Ygrande. | 1 | 50 |
| Total de cette liste. | 27 | 1.350 |
| Total des listes précédentes. | 243 | 12.450 |
| Total général. | 270 | 13.500 |

Germinal !

C'est un mot, un livre, un geste. Ce fut la dernière parole d'Angiolillo, Santillan, Gil, Montejó et Llacer la répéterent, avant que le garrot infame n'étouffât leur jeune existence, tandis que Pablo Martin, en un geste audacieux, réussissait à se jeter du haut de la forteresse pour aller s'écraser sur le pavé de la rue.

Les révolutionnaires espagnols payèrent de leur vie le rêve sublime de vouloir libérer le prolétariat victime de la dictature militaire de Primo de Rivera.

Les nouveaux Pisanos marchèrent courageusement sans envisager, bien entendu, les conséquences douloureuses auxquelles les exposait leur geste vraiment héroïque et

Alphonse XIII démasqué, l'immonde figura morale du roi d'Espagne, a fait trembler son trône. En France, cependant, la presse stipendiée n'a pas manqué de relaire, à tant l'article, une certaine virginité à la monarchie espagnole en présentant son souverain comme un grand ami de la France... républicaine ; mais désormais le monde civilisé est obligé d'apprécier à sa juste valeur le personnage.

Pour Alphonse c'est comme une bataille perdue.

Encore une couronne qui s'en ira... entraînant avec elle un fleuve de larmes prolétaires, une vague de furieuse indignation.

Que le bourreau continue son infâme besogne. Bientôt le peuple espagnol, victime depuis des ans — que dis-je, depuis des siècles — des tortures du Saint-Office, ne manquera pas de se dresser comme un seul homme. Et alors Germinal triomphera.

Que la presse bourgeoise comme la presse démocratique continue à se régaler des horreurs d'Espagne, d'Italie, d'Amérique, etc... Le prolétariat a déjà compris.

Germinal victorieux donnera justice et liberté.

VIOLA.

P. S. — Prochainement paraîtra par les soins des camarades espagnols une splendide brochure qui jettera un faisceau de lumière sur la louche et abominable tragédie criminelle de Barcelone.

Poincaré plaide pour Alphonse XIII

Le Bourbon qui, pour le malheur des Espagnols, règne en Espagne, n'a pas trouvé de meilleur défenseur parmi ses sujets que le grotesque Joseph Charrieret, dont nous avons parlé l'autre jour.

Mais voici que, comme une répercussion inattendue des révélations de Blasco Ibañez, l'émphatique M. Poincaré lui-même a daigné plaider pour Sa Majesté très catholique, avec une ardeur qui nous ramène au bon temps où il triomphait au barreau parisien.

Il semble un peu étrange de voir un ancien Président de la République couvrir de son autorité le représentant de la Monarchie ! Blasco Ibañez doit être septième quant à la solidarité que lui témoigne son coreligionnaire lorrain.

Ainsi M. Poincaré est devenu la providence des ultramondaristes espagnols. Les journaux les plus réactionnaires : *El Debate* et *A.B.C.* jubilent en reproduisant ses déclarations.

Nous ne pensons pas qu'il camoufle la vérité quand il rapporte les propos que s'attribuait Alphonse XIII. Mais, sans qu'il soit besoin de jouer avec de faux rapports, M. Poincaré use largement de l'habitude professionnelle qui consiste à tirer parti des apparences favorables et à laisser dans l'ombre les faits compromettants.

Peut-être défend-il le roi, pour se couvrir lui-même de certaines responsabilités. La légende d'un Alphonse XIII servant indirectement la cause des Alliés a été divulguée avec trop de complaisance pour que l'on en accepte sans contredit la troublante vérité.

Toutes les déclarations de M. Poincaré n'infirment en rien la gravité des accusations portées par Blasco Ibañez, car il oublie de nous dire si, effectivement, le contrôle des actes de Sa Majesté a prouvé la sincérité de ses paroles.

M. Poincaré a écrit : « L'illustre romancier Blasco Ibañez accuse Alphonse XIII d'avoir trompé la France sur ses véritables sentiments, de s'être fait passer à nos yeux pour francophile et d'avoir été, en réalité, favorable aux Empires du centre. »

« S'il en était ainsi, il faudrait vraiment que tous les gouvernements français qui se sont succédés pendant la guerre aient été bien aveugles, car tous, sans exception, ont maintes fois remercié le roi d'Espagne de ses interventions si efficaces en faveur des prisonniers français et des habitants des régions envahies. Il y avait, dans l'action incessante du roi, autre chose que de la philanthropie et de la charité ; on le sentait inspiré par une réelle sympathie pour notre pays. »

« Certes, l'Espagne était neutre, elle entendait le rester, et cette neutralité ne permettait pas au roi de se prononcer pour nous. Mais il nous avait avertis qu'en aucun cas nous n'aurions à craindre une attitude d'hostilité. Dès la déclaration de guerre, l'ambassadeur d'Espagne à Paris, M. Quinones de Leon, avait informé de cette résolution le gouvernement de la République, et il nous avait affirmé que nous pouvions disposer de deux divisions postées au pied des Pyrénées. Direai-je même que cette démarche ne faisait que confirmer des assurances antérieures ? Plusieurs mois auparavant, à Carthagène, dans un entretien que nous avions eue avec M. Romanones et M. Stephen Pichon, ministres des deux pays, je roi nous avait spontanément déclaré : « Si l'Espagne était attaquée par l'Allemagne et forcée de défendre son territoire, je vous donne ma parole que l'Espagne ne mobiliserait pas ses troupes contre la France. »



Llacer

digne d'admiration et sans penser que la police de Primo était soutenue par celle d'Herriot et que par conséquent, ils allaient être pris entre deux feux.

L'idéal ne supporte pas de raisonnements à froid ou de calculs sur la réussite d'une tentative.

Sur la tragédie de Barcelone et de Vera, la dictature militaire ne nous fait parvenir que de rares nouvelles laconiques, mais qui pourtant servaient ou mieux auraient dû servir à nous faire prendre les mesures aptes à intervenir pour sauver la vie de cinq de nos camarades.

Mais — hélas ! — tandis que nous étions en petit nombre rue de la Grange-aux-Belles à écouter les orateurs qui contenaient la douloureuse tragédie dont nos compagnons espagnols furent les protagonistes, cinq militants, cinq anarchistes dans le sens vrai du mot étaient déjà en chapelle, attendant, nerveux et navrés, le matin tragique, l'heure fatale.

Le bourreau pouvait mettre les mains sur cinq militants de l'idée anarchiste sans que le prolétariat international réagisse, sans que les journalistes du « Castello » s'indignent, sans qu'une seule personne de cœur, parmi ce monde pourri de la bourgeoisie démocratique élevât un cri d'horreur !

Quelle honte ! Aujourd'hui nous avons sous les mains les détails de cette ignoble tragédie et nous frémissons de dégoût et d'épouvante en les lisant.

Un tribunal militaire dont les juges se refusent à condamner à mort Gil, Santillan et Martin accusés d'avoir provoqué les actes insurrectionnels de Vera.

Nos trois malheureux camarades condamnés à mort — tout de même — par ordre du directeur de la garde civile, par haine de la révolution, pour insulter au sentiment de la liberté.

Tel est le crime juridique de Pamplune !

Montejó et Llacer condamnés à mort et



Juan Montejó

exécutés à Barcelone, le matin du 6 novembre, pour avoir tué deux policiers, alors que Montejó s'accusa comme le seul responsable du meurtre de ces deux brutes, c'est là encore un crime juridique qui dépasse toute imagination.

Après l'assassinat de cinq de nos camarades, la monarchie espagnole est sauvée !

Il y a peu de jours sont venus à Madrid tous les maîtres de l'Espagne monarchico-apostolico-romaine pour faire l'acte de foi au roi.

Blasco Ibañez, révélant, avec son livre

liserait pas et que vous pourriez immédiatement envoyer vos troupes du Sud-Ouest à la frontière de l'Est.

Alphonse XIII, en formulant de pareilles assurances qui, évidemment, tendaient à le mettre à couvert de tout soupçon ultérieur, faisait un marchandage malpropre et il vendait une situation qui ne dépendait pas de lui. Il s'emparait des faits inévitables pour montrer une fausse amitié à la nation voisine, sans se soucier le moins du monde qu'avec ou sans son assentiment l'Espagne resterait neutre, car le peuple entier repoussait l'idée de la guerre, le souvenir de la défaite, des sacrifices et des misères éprouvés à Cuba et aux Philippines demeurant trop vivants. Les horreurs de la « Grande Guerre » apparaissaient trop clairement aux Espagnols pour qu'ils ne voulassent pas la paix avec un entêtement farouche.

Aucun gouvernement n'aurait pu les sortir de leur neutralité et décréter la mobilisation.

Et c'est pour cette raison que le cabinet de droite germanophile et celui de gauche partisan des Alliés faisaient comme première manifestation le serment de respecter cette neutralité. Donc, Alphonse XIII mentait en voulant présenter l'attitude du peuple espagnol comme un reflet de la sienne.

En face de ces affirmations dépourvues de toute sincérité et qui ne peuvent tromper personne, encore moins un diplomate avisé comme M. Poincaré, il existe des faits qui détruisent les belles promesses d'Alphonse XIII, auxquelles M. Poincaré ne fait aucune allusion.

Pourtant, nous voudrions que l'ex-Président, pour compléter sa plaidoirie, donnât un démenti catégorique aux faits suivants :

Les sous-marins allemands avaient, pendant la guerre, des bases d'opérations dans les côtes espagnoles, où ils se ravitaillaient en combustibles et provisions et où ils se réfugiaient en cas de danger.

De nombreux navires alliés ont été coulés par ces sous-marins dans les eaux espagnoles.

Pour favoriser le soulèvement des tribus du Maroc français, une contrebande d'armes était organisée à travers la zone espagnole, et des officiers du roi protégeaient les convois.

Un formidable service d'espionnage, dont les barons Kœnig et Rolland étaient les chefs, fonctionnait en Espagne, pendant toute la durée de la guerre.

Les bureaux de la propagande allemande ont organisé des fêtes et cérémonies de toutes sortes, afin d'obtenir des fonds pour les combattants germaniques.

Nous ne croyons pas que M. Poincaré puisse mettre en doute ces quelques faits du domaine public choisis au hasard.

Si Alphonse XIII avait voulu servir la France, il lui eût été facile de mettre fin à ces abus qui révélaient une façon spéciale de concevoir la neutralité. Il aurait eu avec lui tous les éléments sains du pays.

Mais il n'en a rien fait, car il était complice.

Ainsi, quand en 1917, le gouvernement espagnol, lassé des exploits de l'Allemagne et aussi sous la pression des Alliés, envoya une note de protestation au gouvernement du Reich, l'ambassadeur à Berlin refusa de la transmettre à Guillaume II, sous prétexte de ne pas peiner celui-ci. Le gouvernement présentait alors au roi un décret destituant l'ambassadeur germanophile de ses fonctions, mais Alphonse XIII refusa de le signer, se solidarissant ainsi avec l'ambassadeur débauché.

Voilà donc, monsieur Poincaré, les véritables sentiments du roi que vous osez défendre.

Et sachez bien que si votre gouvernement a remercié le roi espagnol pour son intervention en faveur des prisonniers français, le gouvernement du Kaiser a, lui aussi, félicité Alphonse XIII pour son intervention efficace en faveur des prisonniers allemands. Il n'est donc guère logique de voir là une sympathie particulière pour la France, surtout quand on connaît les dessous de cette entreprise de fausse philanthropie montée pour émerveiller les âmes simples.

Nous eussions préféré que le « charitable Alphonse » appliquât ses bonnes intentions à empêcher l'action meurtrière des sous-marins dans les côtes espagnoles.

Nous attendrions longtemps votre réponse, n'est-ce pas, monsieur Poincaré ?

WILKENS.

Fédération du Nord et du Pas-de-Calais

A Vieux, le mardi 27 janvier, les domestiques du ministère des Finances devaient opérer la vente du mobilier de notre camarade, mutilé de guerre et père de trois enfants, Joseph Adolphe. Le copain, qui a du cran et de la volonté tenace, avait décidé de résister énergiquement à l'infâme impôt sur les salaires. Il fut aidé dans sa résistance par les organisations syndicales. De notre côté, la Fédération distribua nuitamment un tract qui fit sensation.

En présence d'une nombreuse assistance, composée en majeure partie d'ouvriers métallurgistes, Muraud fit entendre le son de cloche révolutionnaire des libertaires de la région et souligna le parallèle entre les brigades de l'autorité préfectorale aux ordres des consortiums, des comités métallurgistes et des compagnies minières, dirigées contre les serfs salaires, et le talon de fer des dollaristes américains dans l'affaire Sacco-Vanzetti. Il montra que la fausse démocratie teintée de rose socialiste ne vaut pas mieux que la monarchie ou l'empire et termina par un appel en faveur des victimes de la répression, en manifestant sur les noms de Sacco et Vanzetti.

Après lui, le délégué de la Fédération Unitaire des Métaux exhorta la population à la résistance et même, s'il le faut, par l'action illégale et révolutionnaire des masses. Son exposé fut la confirmation de ce qui fut fait par notre délégué.

Toute la journée, les vaillants camarades ont manifesté leur haine du régime actuel. Ce fut d'un bel entrain. Quand les pandores passèrent à proximité, ils furent salués au chant de « Révolution » et aux cris de : « A bas l'impôt sur les salaires ! »

Continuons notre besogne et rapprochons-nous toujours des travailleurs en révolte contre la bourgeoisie rapace.

Pour la Fédération
du Nord et du Pas-de-Calais :
Charles DUSSART.

Tous dimanche, 1er février, à Lille ! Rendez-vous de 14 h. 30 à 15 heures, Grand-Place (près de la « Déesse »).

Ch. D.

A propos de la rentrée des bagnards en France

Certains camarades, s'ils ne sont pleinement satisfaits, ont tout de même éprouvé une certaine joie, à la lecture des projets ministériels, concernant le transfert des prisonniers civils et militaires en France.

Pour mon compte personnel, et cela par expérience, je ne vois dans cette tactique habile de politiciens, qu'un simple dérivatif mettant entrave à la campagne entreprise contre l'institution la plus scélérate du militarisme, n'existant dans toute sa férocité que dans notre doux pays de France.

Pour cela, je n'ai qu'à me rappeler l'époque de 1910, à laquelle furent supprimées les « compagnies de discipline ». Je me souviens de cette joie profonde de notre rentrée en France, qui n'eut d'égale que l'illusion somnolente devant la triste réalité. En effet, cette réforme identique à celle qui nous intéresse en ce moment, n'était, au fond, qu'une aggravation monstrueuse de notre peine.

Les « sections spéciales », avec le droit au port des moustaches sous la nouvelle tenue d'infanterie, agrémentée du liseré blanc, n'eut d'autres résultats que de faire sombrer beaucoup de camarades dans un profond désespoir dont l'aboutissement fatal était le conseil de guerre ou l'hôpital par mutilation volontaire. Les chaouks des prisons militaires de Marseille et de Bordeaux doivent s'en souvenir, ainsi que le docteur de l'hôpital de Bastia, s'il détient toujours le plein bocal de doigts qu'il avait mis en conserve, en tenant compte de tous les yeux perdus en y introduisant du pus provenant de chaude-pisse.

Mais le coup le plus terrible nous fut porté dans le courant de 1912, sous la forme d'un simple décret, qui dans sa simplicité, condamnait un grand nombre d'entre-nous au bagne perpétuel, et ce qui certainement est un comble, sans devoir passer devant aucun tribunal ni conseil de guerre.

Il faut savoir que de tout temps en Algérie, et jusqu'à cette date, le disciplinaire puni de prison, contraint de subir l'ignoble supplice de la pelote, et voyant malgré sa meilleure volonté sa peine s'allonger indéfiniment, avait toujours la ressource extrême de jouer le conseil de guerre dans les meilleures conditions possibles. C'était malgré tout une vraie planche de salut, car sa peine terminée, ses anciennes punitions ne comptant plus, il pouvait avec de la volonté et surtout beaucoup de chance, avoir la bonne fortune de s'en sortir. Et c'est ce que ce maudit décret ne permit plus, en spécifiant rigoureusement, que dans aucun cas il ne serait possible au malheureux camarade, d'obtenir sa feuille de route, sans avoir accompli intégralement ses punitions en cours.

Toujours et sans relâche, à bas Biribi !

P. CELTON.

SOUSCRIRE ET FAIRE SOUSCRIRE

Un livre écrit pendant la guerre par un réfractaire. La plus violente, la plus précise, la plus impitoyable, la plus complète analyse de l'idée de Patrie. La France sous le scalpel d'un anarchiste, dans :

A nous deux, Patrie !

par André Colomer

Beau volume de 400 pages vendu au prix de huit francs pour les souscripteurs (franco de port).

Tous ceux que hantent les visions d'horreur de la Grande Tuerie, tous ceux qui ne se contentent pas de l'antimilitarisme théorique mais veulent connaître toutes les raisons de l'antipatriotisme actif, tous les anarchistes voudront lire : « A nous deux, Patrie ! ». Ils souscriront et feront souscrire immédiatement pour sa parution prochaine.

Adresser les souscriptions à l'auteur, André Colomer, 259, rue de Charenton, Paris (12^e), en se servant du chèque postal : ANDRÉ COLOMER, 724-45, Paris.

On refuse de marcher

En Hollande, le manifeste suivant pour refus de marcher vient de paraître, signé par des propagandistes révolutionnaires, des ministres protestants, des catholiques, des instituteurs et institutrices, des étudiants, des ex-officiers, des social-démocrates, des ouvriers de toutes catégories, beaucoup de jeunes, etc...

En 1915, la Hollande a connu un pareil manifeste, et le refus de servir militairement a été pratiqué ensuite par un millier de jeunes gens, mais le manifeste actuel a des signataires parmi beaucoup plus de catégories, et, tandis qu'en 1915 le manifeste fut poursuivi sévèrement, en ce moment-ci les juges se taisent, quoique le nouveau manifeste ait été répandu à 100.000 exemplaires, avec 650 signatures.

Voici le texte :
« Nous, hommes et femmes, antimilitaristes, nous voyons avec joie que parmi soi-disant conscrits la tendance est croissante pour former des « classes de paix », et que le nombre de ceux qui refusent de devenir soldat s'accroît lentement, mais sûrement.

« Nous nous sentons pressés de choisir ouvertement le côté des réfractaires.

« Nous déclarons, pour autant que nous serions jamais obligés au travail militaire direct ou indirect, d'être résolus fermement à refuser un tel « service », non seulement dans des casernes, tranchées, navires de guerre, avions, mais encore dans les usines de munitions, fabriques, transports, — somme toute, de ne faire aucun travail qui concerne la guerre ou la préparation de guerre.

« Nous avons l'intention de prévenir également par ce manifeste une mobilisation éventuelle de forces guerrières.

« Nous incitons tous ceux qui veulent combattre pour la paix, de se mobiliser immédiatement avec nous contre la guerre et d'empêcher, par des actes, la guerre, quand celle-ci menace d'éclater. »

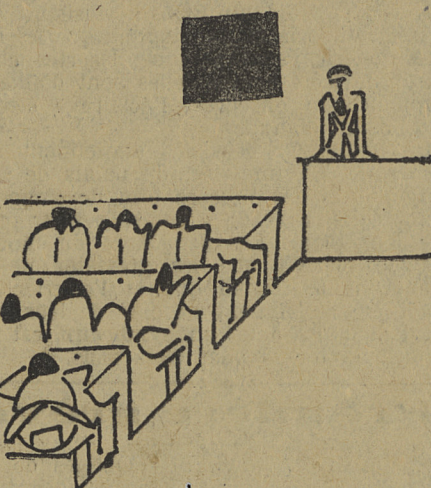
CUMINET citoyen français

Dès qu'il apparut sur cette terre, Ferdinand Cuminet ressentit aussitôt les innombrables bienfaits de la société : immédiatement catalogué à l'inventaire du cheptel humain na-



tional (état-civil) il eut alors un nom — avec la manière de s'en servir — et la douce perspective d'avoir plus tard le droit de payer l'impôt et l'honneur de servir sous les drapeaux

A l'école il eut la joie d'apprendre l'orthographe : petite salade de règles fort bien imaginées quoique inexplicables ; et put



constater en apprenant l'histoire de France qu'il n'y a pas que des anarchistes qui font l'apologie du crime.

A vingt ans, on s'ingénia, par des méthodes aussi douces qu'intelligentes, à lui



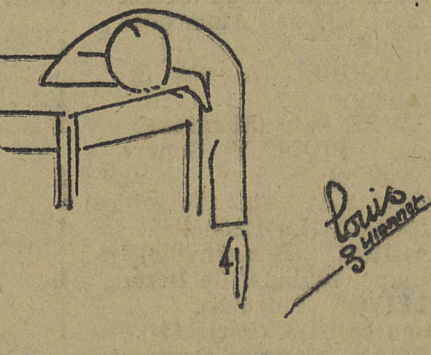
apprendre le métier de boucher et celui d'abrutir.

Ainsi comblé de bienfaits, Cuminet poussa l'ingratitude jusqu'à prétendre certain jour « que tout n'était peut-être pas si bien que ça. »



Convaincu d'intelligence avec l'ennemi, d'excitations de militaires à la désobéissance, d'attentat aux meurs, et d'une quinzaine de crimes et délits secondaires, il connut la douceur des haricots et celle d'une société qui poussa la mansuétude jusqu'à le prévenir contre la crise du logement pendant quelques années.

Quand il fut sorti, on lui refusa tout travail, probablement de peur qu'il ne se fatiguât, et Cuminet fut bien obligé de reconnaître qu'on lui laissait au moins une liberté : celle de crever !



Le Théâtre et le Peuple

Nous apprenons avec plaisir que le Réveil, la pièce d'actualité en 3 actes de Léo Poldès sur la Russie des Soviets et le militarisme rouge, créée par Germaine Dermoz, va être jouée à Paris, dans la banlieue et dans les départements. La tournée Le Drazal informe les municipalités, les syndicats et toutes les organisations, désireux de représenter cette pièce dans leurs fêtes, qu'elle tient ce spectacle tout monté à leur disposition.

Pour tous renseignements, s'adresser au secrétariat du Faubourg, 38, rue de Moscou. Central 34-22.

Les martyrs du rail

AFFREUX SOUVENIR DE TARASCON

Nous bloquons les freins, le train entre, à faible allure, dans cette petite gare du Midi.

Une jolie petite fille était là sur le quai, un panier à la main : « bonjour papa ! bonjour papa ! » Mon compagnon, qui était de Tarascon, reconnut sa fillette de douze printemps qui était venue lui apporter son casse-croûte.

La petite lui sauta au cou et sa petite joue blanche s'appuya un moment contre la guele noire de mon camarade.

Tarascon ! dix minutes d'arrêt ! criaient les employés. Sauve-toi, petite, je repars !

Nous quittons la gare, voici un passage à niveau qui traverse une rue de la ville. Quel est cette enfant qui court en agitant le bras ? C'est la fillette du camarade chauffeur... Au revoir papa ! Au revoir papa !

Il étend les bras éperdument. Il a vu, l'auto, lui ! mais la petite imprudente ne l'a pas vue ! elle traverse la rue et est écrasée ! Nous voyons les gens qui courent... nous voyons... plus rien, le train est passé !

Sur la joue noire de mon copain, une grosse larme dessine une ligne blanche ! Il doit rester à son poste le train file... Un voyageur, lui, avait eu le droit de se servir du signal d'alarme, de faire arrêter le train pour courir au secours de son enfant !

Mon camarade, non !

Maurice BEAUDIMENT.

P. S. — Ce récit, est un récit vécu.

L'Apôtre

Dimanche dernier, l'ex-ministre des Pensions, Maginot venait à Angers, présider réunion et banquet des associations patriotiques de mutilés. Connaissant le jeu de balance électorale et le peu de stabilité des gouvernements, il espère se faire rebattre ministre le jour où l'actuelle opposition parlementaire redeviendra majorité ; l'avantageux gâteau a, sans doute, le goût de « revenez-y » et les bombes chez Maxim's, coûtent tellement cher ! En attendant il soigne sa popularité auprès des mutilés gobeurs. Eux, probablement, ne se souviennent pas, en l'entendant, aujourd'hui gueleur, qu'il fut revendeur énergiquement, qu'il oublia toutes ses promesses une fois assis au banc ministériel. Il invoquait, ne vous rappelez-vous pas ? la pauvreté du trésor de la France ; il affirmait ses bonnes intentions et la reconnaissance de la nation envers les victimes de la guerre, mais les supplait de rester sages pour ne pas créer d'ennuis aux gouvernants. Les amochés ont, semble-t-il, la mémoire courte, ils accueillent un pareil homme comme un messie, avec force compliments. Quel est celui de vous, copains libertaires, qui eût entendu sans s'indigner, comme d'une moquerie injurieuse, le boniment ci-dessus ? Maginot, lui, se gonfle, enivré de cette pauvre gloire ! Tâchez de lire, sans rire, cet éloge ridiculement hirsute :

SIMPLEMENT

Angers, Montjean, vice-versa.
Mon cher ministre, verrez ça :
Tiersé, Bécon... d'un bout à l'autre,
Notre Anjou veut fêter l'apôtre
Des mutilés. Alléluia !
Mon cher ministre, vous voilà !
Vous voilà ! Bien heureux nous sommes ;
De même qu'autrefois vos hommes,
Quand, sans façon,
Vous couchiez, près d'eux, sur la planche,
Vous qui n'aviez à votre manche
— Pour la revanche —
Qu'un seul galeon.
Car vous étiez dans la fournaise...
De s'en souvenir, qu'il ne plaise
A Maître sot !
S'il nous souvient, à nous, qu'importe !
Si, haut le cœur et l'âme forte,
Nous ouvrons grande notre porte
A Maginot.
S'il nous plaît d'acclamer encore
Le brave que la France honore.
Et, simplement,
De lui dire, ainsi que naguère,
Aux heures sombres de la guerre,
Comme à son frère :
« Bonjour, sergent ! »

Yan Armor.

Heureuse guerre qui nous a permis d'avoir un si bon ministre, serait-on tenté d'ajouter ! Ne trouvez-vous pas que bien des mutilés sont restés aussi ballottés qu'au temps où ils se faisaient abimer pour une patrie inexistante ? Pauvre héros (par force) vos souffrances ne vous ont rien appris ! C'est à trahison de vous voir lécher les bottes et encenser ceux qui se servent de vous, comme d'un tremplin.

André CAHIER.

Le marchand de bibles

Dans presque tous les départements de France, des hommes font de la propagande religieuse. Ainsi à Tarbes un homme gagne sa vie en vendant, sur les marchés de Tarbes et des environs, le livre ridicule : « La Bible ».

Ce livre considéré comme sacré par les Israélites est aussi celui des Chrétiens. Si ce livre écrit par des ignares était vraiment saint et sacré, inspiré par Dieu, il serait moral et sans erreurs d'un bout à l'autre. C'est tout le contraire. Les erreurs scientifiques abondent. Des enfantillages et des récits notoirement immoraux, le remplissent.

Parmi les erreurs scientifiques, nous y voyons que le monde n'existe que depuis 6.000 ans, que Dieu créa la lumière avant les corps lumineux ; que Josué put arrêter le soleil pour terminer un combat et que le prophète Jonas put vivre trois jours dans le ventre d'une baleine ; pour ne parler que des principales. Le Dieu de Moïse n'est pas une haute conception, il ressemble à l'homme de son temps, c'est-à-dire irascible, vengeur et féroce.

Il commande d'égorgier les populations entières, hommes, femmes et enfants. Ainsi ce Jacob, rusé fripon, qu'il préfère à son frère Esau, fruste, mais honnête et bon, et à qui il enseigne les moyens d'arriver à la fortune par un vol déguisé. Le voilà bien le beau livre saint et sacré !

Grâce à l'ignorance et à la bonne foi des peuples, « La Bible » est le livre le plus imprimé et le plus lu, en 1923, on en a tiré plus de neuf millions d'exemplaires.

MABRE.

L'AGITATION ANARCHISTE

GROUPE REGIONAL DE BEZONS

Cinéma Bezons-Palace

Demain 30 Janvier, à 20 h. 30

Grande Soirée Artistique

au bénéfice du Libertaire

Avec le concours de Loral dans ses œuvres, Roger Tosiny dans ses chansons de la butte, Clovis, de la Muse rouge, dans ses œuvres, Marius Brubach dans ses œuvres, Hochmann dans les œuvres de Ch. d'Avray, Géo Robert, Théobald et Foucart. Mlle Maud Géo, de la Muse rouge, Jojo, clown musical ; Quintana, diseur réaliste et Jean Rolla, baryton, dans leur répertoire.

Les divettes Lines de Tarbes et Soléane. Au piano : le compositeur Droccos.

Allocation de Sébastien Faure. Le groupe théâtral jouera : Le cultivateur de Chicago, comédie en deux actes.

GROUPE ANARCHISTE DE BORDEAUX

Demain 30 Janvier, à 20 h. 30

Bar des Sports

35, rue des Augustins, 35

(salle du fond)

Le camarade

Antoine ANTIGNAC

traitera le sujet suivant :

Le Rôle de la C. G. T. de la rue Lafayette

Le Rôle de la Confédération Unitaire

L'action anarchiste

GROUPE DE SAINT-DENIS

GRAND MEETING

PUBLIC ET CONTRADICTOIRE

Salle de la Légion d'Honneur

Dimanche, 1er Février, à 14 heures

Anarchisme et Communisme

par CHAZOFF

La Faillite des Partis politiques

par LE MEILLOUR

GROUPE DE ROMAINVILLE

Demain 30 Janvier, à 20 h. 30

Grande Réunion

PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

Salle Danna

39, rue de Paris, à Romainville

Orateur : COLOMER

Sujet traité :

Les Anarchistes dans le Mouvement social

GROUPE DE LIVRY-GARGAN

Dimanche, 1er février, à 10 heures du matin

SALLE CUVILLIER

Le Camarade

André COLOMER

traitera le sujet suivant :

La Faillite des Partis politiques

La conférence sera publique et contradictoire

GROUPE D'ETUDES SOCIALES

DE BILLY-MONTIGNY

GRAND MEETING

DE PROTESTATION

en faveur de Sacco et Vanzetti

A Sallaumine

Dimanche, 1er février, à 15 heures 30

Maison du Peuple

Orateurs :

A. Perrier et E. Bouche

de la Fédération Anarchiste

Tous les camarades étrangers et lecteurs du « Libertaire » sont invités.

La Librairie sociale

9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)

VIENT DE PARAITRE (en langue italienne) :

POLITICA E MAGISTRATURA

par le camarade avv. SAVERIO MERLINO.

Au sommaire :
Ricordi personali. Usi e abusi nell'amministrazione della giustizia. — Eresie giuridiche e costituzionali : a) l'ammonizione e il domicilio coatto ; b) associazione di mafiosi e associazioni a delinquere ; c) stato d'assedio e tribunali militari ; d) la grossa questione dei decreti-legge. — Banca, Governo e Magistratura. — Come si fabbricano i processi politici. — La giustizia sotto il bastone fascista. — « Se se ne potesse fare a meno ». — Voti e conclusioni.
Prix : 5 francs, à la Librairie Sociale, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).

LES SPECTACLES

Opéra. — Relâche.
Opéra-Comique. — 13 h. 30 : Orphée. — 20 heures : Aphrodite.
Gaité-Lyrique. — Rip.
Trion-Lyrique. — 14 h. 30 : Miss Helyett. — 20 h. 30 : Le Pré aux Clercs.
Comédie-Française. — 13 h. 15 : Les Folles amoureuses. — 20 h. 15 : La Part du Roi ; Bluff amoral.
Odéon. — 13 h. 30 : Le Lion amoureux. — 20 h. 30 : L'Eternelle Chanson ; François Villon, Porte-Saint-Martin. — Peer Gynt.
Atelier. — Chacun sa vérité ; Un imbécile.
Nouvel-Ambigu. — Matinée : Le Grillon du foyer. — Soirée : Le Marquis de Villemer.
Théâtre des Arts. — « Tota Mulier »...
Théâtre de l'Avenue. — Relâche.
Comédie des Champs-Élysées. — Melborough s'en va-t-en guerre.
Studio des Champs-Élysées. — Mademoiselle Julie ; Déjeuner d'artistes.
Mathurins. — Natchalo.
Albertier. — Ballets Russes.
Théâtre Populaire du Trocadéro. — Le Roi David, et le « Requiem » de Gabriel Fauré.
Femina. — Théâtre du Petit-Monde.

A travers le Monde

ALLEMAGNE

LA CRISE MINISTERIELLE PRUSSIENNE

Berlin, 28 janvier. — Les pourparlers pour la constitution du nouveau cabinet prussien ne commenceront que demain.

C'est le centre qui tient la clé de la situation. Si le parti catholique persiste à former une coalition avec les démocrates et les sociaux-démocrates, le ministre-président n'obtiendra pas, au Landtag, la majorité exigée par la Constitution.

Il s'ensuivra une nouvelle crise parlementaire que l'on ne pourra résoudre que par la dissolution du Parlement prussien.

Dans les milieux politiques, on envisage déjà sérieusement cette éventualité.

BAGARRE ENTRE COMMUNISTES ET REPUBLICAINS

Berlin, 28 janvier. — A l'issue d'une manifestation social-démocrate, une violente bagarre s'est produite dans un quartier du sud-ouest de Berlin, entre communistes et membres de la « Bannière du Reich noir, rouge-rouge ».

Six républicains ont été plus ou moins grièvement blessés.

NORVÈGE

UN TREMBLEMENT DE TERRE

Oslo, 28 janvier. — Des secousses sismiques ont été ressenties la nuit dernière dans la vallée de Numedal. Le séisme, qui fut de courte durée, n'a occasionné aucun dégât.

BELGIQUE

LA PROCHAINE DISSOLUTION DES CHAMBRES

Bruxelles, 28 janvier. — Les Chambres belges seront dissoutes en mars prochain. Telle est la décision qui a été prise par les membres du gouvernement.

On pense que la question des traitements sera réglée dans deux semaines. Les Chambres se sépareront ensuite après avoir expédié les affaires courantes.

LA RETRAITE DE M. THEUNIS

M. Theunis a confirmé sa décision de prendre sa retraite comme membre du gouvernement, au lendemain des élections.

ITALIE

LA TERREUR FASCISTE S'EXERCE CONTRE LES CURES

Milan, 28 janvier. — Le « Popolo d'Italia », journal fasciste, souligne que, depuis quelque temps, surtout depuis que la discussion de la réforme électorale fait entrevoir l'éventualité des prochaines élections, on constate un renouveau d'activité dans les presbytères.

Ce journal commente ainsi ces faits : « Les fascistes respectent les prérogatives de la Religion et de ses ministres. Ils observent le plus grand respect pour l'Eglise et pour ses manifestations. Le gouvernement fasciste en donne des preuves tangibles. »

Toutefois, on ne peut demander aux fascistes un égal respect pour ces faux prêtres — faux en tant qu'ils désobéissent aux directives du Saint-Siège — qui participeraient d'une manière active et acharnée à la lutte politique.

On ne doit pas faire des presbytères des succursales des comités électoraux. On ne doit pas se servir du prestige de l'action catholique pour combattre le fascisme.

« Les prêtres ont, dans leur ministère, la possibilité de faire le bien et de remplir un haut devoir et il serait déplorable que l'autorité, le prestige dont ils jouissent, soient mis au service d'intérêts qui, bien souvent, ne sont même pas des intérêts politiques. »

Mais si ces mêmes curés font de la politique fasciste, alors Mussolini trouve excellente et légale leur activité.

L'ATTITUDE DU PARTI POPULAIRE

Rome, 28 janvier. — Le Conseil national du Parti Populaire italien a envoyé aux membres de ce parti un manifeste précisant son attitude dans la situation actuelle. Le manifeste constate qu'après l'avènement du fascisme au gouvernement, les divergences existant entre la conception populaire et la conception fasciste s'accroissent.

Le manifeste expose ainsi les principaux points de son programme :

« Rétablir dans l'esprit et dans la forme la Constitution en abolissant toute milice de parti ; en restituant toutes les libertés politiques et syndicales, particulièrement les libertés de la presse, des réunions ; rendre son efficacité et sa valeur au système re-

présentatif en assurant le plein fonctionnement du Parlement et en abolissant les pleins pouvoirs exercés au moyen des décrets-lois ; sincérité et justice dans la consultation électorale avec une absolue garantie d'une atmosphère de liberté ; répartition de la confiance de la conscience publique dans la magistrature, qui doit développer en pleine liberté sa haute fonction, consistant à défendre le droit et à rechercher les responsabilités au regard de tous les citoyens ; garantir la justice de l'administration au-dessus de tous les partis en rendant impossibles les actes arbitraires et en assurant l'indépendance des fonctionnaires.

Avant d'édifier des programmes, le Parti Populaire ferait mieux d'inciter ses partisans à l'action contre le fascisme. Mais il s'en gardera bien. L'abstentionnisme du Mont-Aventin suffit à ces politiciens.

SUISSE

DEUX PERSONNES BRULEES VIVES

Berne, 28 janvier. — Un grand incendie a éclaté à Tufen dans l'ancienne gare. Un bâtiment a été détruit. Un locataire s'est tué en sautant par la fenêtre, et sa femme a été brûlée vive en descendant l'escalier qui s'est effondré.

TURQUIE

LE PASSAGE DE LA FLOTTE WRANGEL DANS LES DETROITS

Constantinople, 28 janvier. — L'agence de presse d'Anatolie publie un communiqué officiel déclarant que contrairement au bruit qui avait couru, la Turquie ne s'opposera pas au passage éventuel d'unités de la flotte Wrangel se rendant dans la Mer Noire.

ETATS-UNIS

UNE VAGUE DE FROID

New-York, 28 janvier. — Une vague de froid a succédé à la tempête de neige qui a sévi ces jours derniers sur l'Etat de New-York.

A New-York même, la température est descendue à 35 degrés Fahrenheit au-dessous de zéro.

Plusieurs personnes sont mortes de congestion.

ANGLETERRE

DEUX AVIATEURS BLESSES

Londres, 28 janvier. — Un avion militaire a dû atterrir brusquement par suite d'une panne de moteur, dans un bois situé près de Terrington.

Les deux occupants de l'appareil ont été légèrement blessés.

CHINE

CHI SHIEH YUAN SE REFUGIE A BORD D'UN NAVIRE JAPONAIS

Londres, 28 janvier. — On mande de Shanghai que le général Shi Shieh Yuan, ancien gouverneur du Kiang Sou et dont les troupes ont été battues par celles de Li Yung Siang, s'est réfugié avec sa famille à bord d'un navire de guerre japonais.

CATASTROPHES SUR CATASTROPHES

Et maintenant la sécheresse décime Tokio

Tokio, 28 janvier. — La sécheresse qui règne depuis près de cinq mois à Tokio met la ville en face d'une situation extrêmement grave. Les réserves d'eau potable sont à peine suffisantes pour quinze jours. Les pompiers, manquant d'eau, sont incapables de combattre les incendies, et, au cours de la semaine dernière, plus de mille maisons ont été détruites par le feu. Les services de tramways, qui sont considérablement réduits pendant la journée, sont complètement supprimés la nuit. De même, à la suite de la fermeture des centrales hydro-électriques, la distribution d'électricité a dû être considérablement diminuée.

La mortalité a augmenté de 10 % et les médecins recommandent d'user de masques pour protéger les voies respiratoires contre les poussières innombrables dont l'air est surchargé.

Pauvre Japon !

Chez les faiseurs de lois

LES DETTES ET LE VATICAN

Présidée par Bouysson, toute la séance du matin a été prise par un discours de Louis Dubois sur les dettes interalliées. C'est long, lent, lourd et documenté.

Écoutez, pour mémoire, cette valse de l'or en balade, que chacun des états capitalistes voudrait bien voir dans ses coffres : « Vis-à-vis des Etats-Unis, dit-il, nous avons deux dettes, une d'ordre moral pour leur intervention à nos côtés dans la guerre du droit, et une d'ordre matériel, dette politique. »

« Celle-ci, capital et intérêts, s'élève à 3583 millions de dollars, ou 14 milliards 332 millions de marks or. »

« Vis-à-vis de la Grande-Bretagne, la situation est toute différente, car, depuis le début de la guerre, nous ne faisons qu'un avec elle : ici, le montant de nos emprunts s'élève à 445,218 millions de livres, soit 9 milliards 60 millions de marks or, et, avec les intérêts, 12 milliards 540 millions de marks or. »

« Dans leur ensemble, le chiffre de nos dettes représente donc 26 milliards 872 millions de marks or. »

« Parmi ces dettes, l'une présente un intérêt spécial, celle qui a été contractée le 24 août 1916, en vertu de l'accord de Calais, par lequel le gouvernement français remettait à l'Angleterre 1 milliard 337 millions de francs or métall, soit 1 milliard 70 millions de marks or, en échange de crédits d'une valeur triple. »

Il est surprenant que la trésorerie anglaise puisse prétendre que cet or est définitivement acquis à la Grande-Bretagne : il appartient, en effet, non à l'Etat français, mais à la Banque de France, et les termes de l'accord ne laissent subsister aucun doute sur le caractère de l'opération.

« Une fois remboursés les 150 millions de livres que nous prêtait l'Angleterre, nous, nous étions en droit de lui réclamer l'or que nous lui prêtions à elle-même, en vertu de l'accord. »

« Les deux Etats, poursuit l'orateur, prévoyaient, en fait, la mise en commun de toutes leurs ressources financières pour achever la guerre. »

Et dire qu'il faut entendre ça, du haut d'une tribune : « Achever la guerre », continuer la tuerie, ils en ont eu si plein la bouche qu'ils en parlent encore les glands !

Loucheur interromp, puis la séance est levée.

A trois heures on ouvre de nouveau la salle toute, Bouysson représide.

On continue sur les affaires étrangères. On revient, avec Fould, à la question de l'ambassade du Vatican.

Hervieu prend la mouche et défend l'attitude laïque de Sarraïl en Syrie.

Briand ressort de sa boîte, où dernièrement il avait laissé toute espérance, pour prononcer le couplet suivant :

« En tout cas, la signature que j'ai donnée, au nom du gouvernement français, est l'acte de ma carrière politique auquel j'attache le plus haut prix. Ceux qui pouvaient craindre que le côté idéaliste n'eût quelque peu fait perdre de vue le point de vue pratique auraient tort de persister dans cette appréciation. »

« A côté de notre travail en séance publique, se poursuivait celui du conseil de la Société des Nations sur le problème des investigations. Aucun travail ne pouvait être plus utile à la France. C'est par l'internationalisme des peuples que se fera la paix. Entre cette conception et celle de la force révolutionnaire, il faut choisir. »

Au centre, on trépigne. Mais Edouard est en forme. Il riposte par un discours massif dont la péroraison enlève à Aristide, une fois de plus, tout espoir de le détrôner. Il chante, à la manière d'un Lamarine lyonnais, la Paix Universelle, et ça porte, et ça rend. D'aucuns, emballés, réclament l'adhésion.

Au fond, ce qui s'affiche, dans tous ces discours de farceurs publics, c'est un singulier mépris des réalités, et une offre continue de viande creuse qui ne nourrit pas le peuple. On demande quelques mois bien sentis sur les loyers et le pain cher... Mais, hélas, ce ne seront encore que des mots !

L'ANTI-PARLEMENTAIRE.

Au Palais

CONDAMNATION DE MAURICE BERTHIER

Notre camarade Maurice Berthier, qui avait été arrêté pour distribution de tracts, d'une manière particulièrement brutale et arbitraire, vient de passer devant la quinzième chambre correctionnelle, aujourd'hui même.

Avec courage et d'une manière très catégorique, il a revendiqué toute la responsabilité de son action et de sa propagande libertaire.

Les juges lui ont infligé quinze jours de prison.

Il est odieux de voir que la justice, comme toujours, s'oppose de toutes ses forces à la diffusion des idées de vérité et de justice, et que les militants ne trouvent pas grâce devant elle.

Alors, perdant toute réflexion, au lieu de s'enfuir, Jacques pénétra de nouveau chez la vieille. Il la prit à bras le corps et la posa sur le lit, où il essaya de la bâillonner. Tout à coup il ressentit un violent coup à la nuque et roula à terre assommé, cependant qu'un homme le roulait de coups de trique.

C'était le consommateur qui, entendant les cris s'élevés d'où ils provenaient et qui, empoignant un gourdin, était descendu en toute hâte porter secours à la vieille.

Lorsque Jacques fut bien assommé, l'homme le prit par le col et le traîna au commissariat.

Là encore il fut copieusement rossé par les flics, qui se vengeaient sur lui de n'avoir pas pu, l'après-midi, cogner sur des manifestants restés calmes malgré leurs provocations.

Deux mois après il comparut en cours d'assises où il fut condamné à mort pour violation de domicile, vol et tentative d'assassinat.

Comme il était récidiviste, le président de la république refusa sa grâce.

Hier matin, je lisais la note suivante dans les journaux :

« UNE EXECUTION. — Ce matin, à un petit jour, on a guillotiné Jacques Dartial, »

En peu de lignes...

Accidents de la rue

— Boulevard de l'Hôpital, Mme Sidonie Bejoulle, 34 ans, a été renversée hier soir par une auto. Grièvement blessée, elle a été admise à la Pitié.

— M. Edouard Doyenval, 82 ans, qui quittait son domicile, 108, rue du Cherche-Midi, a été renversé par une auto qui s'est enfuie. Grièvement blessé, il a été admis à Laënnec.

Un dock pour hydravion

Lorient, 28 janvier. — L'arsenal de Lorient a lancé avec succès un grand dock flottant pour hydravion de haute-mer, destiné au port de Cherbourg.

Il réalise les perfectionnements les plus modernes, mesure 30 mètres de long et 10 mètres de large, à un tirant d'eau de 0 m. 53 seulement, mais un déplacement de 127 tonnes.

A la Société des Gens de lettres

Paris, 28 janvier. — Le Comité de la Société des Gens de Lettres, réuni sous la présidence de M. Georges Lecomte, a procédé, dans sa séance du 26 janvier, à l'attribution du Prix Pierre-Corrad, et, à l'unanimité de ses membres, a désigné M. Maurice d'Harloy, auteur de l'« Homme Bleu ».

Le raid aérien transafricain

Oran, 26 janvier. — La mission de Goyès est partie de Colomb-Béchar, à 8 heures, pour Beni-Abbès.

Après l'accident de Bourg-la-Reine

Paris, 28 janvier. — A la suite de l'accident de Bourg-la-Reine, M. Brisson, président du Conseil général de la Seine, et M. Mounié, conseiller général du canton de Sceaux, ont été reçus ce matin par M. Victor Peytral, ministre des travaux publics.

Comme suite à cette entrevue, le ministre a promis d'envoyer d'urgence sur place un inspecteur pour procéder à une enquête sur les causes de l'accident. Le ministre a ajouté qu'il allait intervenir immédiatement auprès de la Compagnie d'Orléans pour l'inviter à prendre les mesures nécessaires pour assurer une meilleure exploitation du service des lignes de Sceaux et de Limours et pour supprimer les retards des trains devenus trop fréquents.

La cambriole

Nice, 28 janvier. — La police a arrêté un Polonais Alexandre Zelerin, âgé de 30 ans qui, au cours d'une grande fête donnée dans un Palace de la Promenade des Anglais, avait habilement subtilisé le sac à main d'une danseuse.

L'artiste s'en étant aperçue fit arrêter le voleur au vestiaire.

Feu de cheminée

Un feu de cheminée s'est déclaré au n° 47, de la rue de l'Hôtel-de-Ville, et s'est communiqué à l'intérieur de l'immeuble. Les pompiers sont intervenus. Deux ménages, comprenant cinq personnes, ont dû évacuer leurs logements.

Plaignons les jaloux

Versailles, 28 janvier. — Maxime Lesire, âgé de 25 ans, journaliste, demeurant depuis quelques jours au lieudit « Les Champlaux », à Argenteuil, fit feu, à trois reprises, dans la direction de son femme, qui tomba, atteinte au cou, à l'omoplate et au bras gauche.

La victime est dans un état très grave à l'hôpital d'Argenteuil. Le meurtrier a été arrêté.

Une manifestation au Mans

Le Mans, 28 janvier. — M. Painlevé, président de la Chambre des députés, a accepté de présider la manifestation républicaine qui aura lieu au Mans, le 5 avril prochain, et sera organisée par tous les groupements du Cartel des gauches.

Accident mortel

Nantes, 28 janvier. — Aux usines métallurgiques de Trignac, M. Laurent Le Coz, 28 ans, dont la famille habite Port-Launay (Finistère), était occupé à son travail sur le pont roulant de 80 tonnes au feu Martin, quand, soudain, il perdit l'équilibre et vint s'abîmer sur le sol, se tuant net.

Pour venger sa sœur violée

un jeune homme tue le satyre Saint-Etienne, 28 janvier. — Dimanche matin, Geneviève Meyer, 19 ans, ouvrière en soieries, était assaillie et violée dans un chemin écarté de Saint-Martin-en-Coaillex, par un jeune homme de 19 ans, René Baroux, originaire d'Elzeux, que les gendarmes de Saint-Chamond réussirent à arrêter lundi.

Hier soir, le frère de la victime, François Meyer, 26 ans, se présentait à la gendarmerie et insistait pour être mis en présence de celui qui avait souillé sa sœur. Devant son exaspération, les gendarmes refusèrent, mais ce matin, alors que l'on

« ce jeune bandit qui, trois mois après sa « sortie de Fresnes où il avait purgé une « condamnation pour vol, fut surpris au « moment où il tentait d'assassiner, pour la « voler, une vieille femme du passage Ron- « ce. Il a payé sa dette à la Société, Justice « est faite ! »

...Justice est faite ? N'est-ce pas plutôt une injustice ? N'était-ce pas la Société qui était la seule coupable ? Elle qui refusait à un homme la possibilité de gagner sa vie en travaillant parce qu'il avait un casier judiciaire.

...Il a payé sa dette à la Société ? N'est-ce pas plutôt la Société qui contracta envers Jacques Dartial une lourde dette, le jour où elle le relâcha de Fresnes, après neuf mois de prison, et qu'elle le marquait presque au fer rouge, après que, pourtant il eût, même au point de vue bourgeois, payé sa dette.

N'est-elle pas la véritable criminelle cette Société hypocrite et lâche qui non seulement inflige des peines arbitraires aux irréguliers mais encore, après ces peines, leur interdit de revendiquer les mêmes droits que les spéculateurs, voleurs de haut style et de grande envergure.

Les moralistes ne sont-ils pas les plus grands forbans, eux qui se courbent devant cette institution : la propriété qui n'est bâtie que sur le vol et qui condamne les pauvres qui, venus au monde et, comme tels, ayant e droit à la vie, réclament leur

conduisait Baroux à la gare pour le transférer au Parquet de Saint-Etienne, François Meyer surgit, revolver au poing, et, par quatre fois, tira sur lui, blessant le prisonnier à la colonne vertébrale, à la fesse et à la main droite. Baroux fut transporté mourant dans une clinique, tandis que Meyer remettait son arme aux gendarmes et se laissait emmener sans résistance.

DEPARTEMENTS

Troyes, 28 janvier. — A la Villeneuve au-Chatelot, M. Louis Filhon, entrepreneur de battages, qui montait par une échelle des sacs d'avoine au grenier, a fait un faux mouvement qui l'a précipité de quatre mètres de haut en arrière avec sa charge. Il s'est fracassé le crâne sur le pavé.

Bordeaux, 28 janvier. — Un menuisier, M. Maurice Valade, âgé de vingt-trois ans, demeurant à Bègles, qui était occupé à placer une lampe électrique dans un wagon, aux ateliers Dyle et Bacalan, a été électrocuté par la décharge du courant lumineux.

M. Michel Le Gal, âgé de trente-sept ans, de Floirac, en traitement à l'hôpital Saint-André, à Bordeaux, s'est donné la mort en se jetant du deuxième étage de l'établissement, dans la cour intérieure.

Enfin, l'express de Paris, quelques instants avant d'entrer en gare, a écrasé une femme, Mme Antoinette Garçout, de Canon, qui, pour rentrer chez elle, s'était engagée sur la voie ferrée.

Les partisans de Trotsky s'agitent à Moscou

Des nouvelles de Russie parviennent de Riga par les agences. Nous les donnons sous toutes réserves. Elles concernent la situation de Trotsky et annoncent des troubles qui se seraient produits en sa faveur.

Riga, 28 janvier. — Surveillée dans la ville isolée qu'il occupe par ordre, aux environs de Moscou, Trotsky n'en continue pas moins à exercer sinon directement, du moins par ses amis qui s'agitent en sa faveur, une grande influence sur la vie politique russe. Le bruit ayant couru qu'il était arrêté, des mutineries se sont produites parmi les troupes, cantonnées à Moscou. Les révoltes ne purent être maîtrisées qu'après une sanglante bataille avec les soldats fidèles au gouvernement. Il y eut des morts et des blessés.

Bien que ces faits remontent déjà à une semaine, l'émotion continue d'être grande à Moscou où il ne se passe guère de jour sans que des disputes éclatent à propos de la disgrâce de Trotsky.

Celui-ci voulait lancer une sorte d'appel au peuple. Ordre a été donné de ne point l'imprimer et bien sûr serait qui contreviendrait à cet ordre.

DERNIERE HEURE

Les flics pour les fascistes

AU MANEGE JAPY

Quoi qu'on en dise, ça ne se passera pas tout seul, à Paris ! Les fascistes éprouvent qu'on n'organise pas, ici, impunément, la brutalité et le meurtre, l'ordure et la saloperie.

La vieille ganache Castelnau devait prendre la parole, hier soir, au manège Japy, devant son assemblée ordinaire d'apprentis-fascistes sous couleur de défense cléricale.

La salle était aux trois quarts garnie par ces abrutis qui se figurent faire régner bientôt un Mussolini, et qui tomberont sur des becs de gaz...

Les communistes étaient massés dans un coin de la salle, avec Doriot.

Les camarades anarchistes étaient bien groupés et nettement décidés à saboter la réunion.

Elle le fut en effet, et le vieux criminel Castelnau et sa troupe de dévotuels ne purent pas donner leur représentation.

Mais il faut noter l'attitude « fasciste » des flics, qui firent tout pour protéger cette racaille, brutalisant nos amis. Frappant Doriot lui-même qui, courageusement, s'interposait pour empêcher qu'on touche aux camarades. Les flics furent ignobles et plus dégoutants que jamais ; ils furent vraiment le rempart qui empêcha qu'on inflige à tous ces calotins à la Millerand la racaille qui leur était due.

On nous signale l'arrestation de deux copains : Marcel Emé et Georges Daux.

Nous sommes informés en outre que les saligauds de flics les ont frappés en les conduisant au commissariat. Ce sont là des habitudes qu'il ne faudrait pas prendre, car nous savons, en fin de compte, y répondre par des arguments frappants qui sont les seuls capables d'être compris par ces bestiaux en uniforme ou en civil.

Si la police protège le fascisme, nous n'hésiterons pas à nous dresser face à cette honte, et l'on verra qu'il la terreur mussolinienne est impossible, car les premiers qui essaieraient de l'instaurer trouveraient devant eux des hommes résolus et prêts à les mater.

part du festin et se révoltent contre l'iniquité d'un système social odieux.

Ceux qui l'aurait exécuté, — si tant est que la « morale » l'exige, — ce sont les capitalistes qui laissent des gens crever de faim à côté de leurs tas d'or, ce sont les gouvernants et les législateurs qui inventent et perpétuent le casier judiciaire et qui se font les domestiques des forbans fortunés, ce sont les juges qui condamnent tous les Jacques Dartial et qui se courbent à plat ventre devant les ploutocrates.

Et si, dans cette histoire, quelqu'un eût à demander impérieusement des comptes, si quelqu'un avait eu à dresser un réquisitoire implacable, si un seul eût été autorisé logiquement à lancer l'anathème, c'est été Jacques Dartial, que les journaux vendus appellent bandit — et que nous autres, anarchistes, appelons une victime des assassins officiels.

Quand passera la Justice du Peuple, ceux qui traquent et condamnent les Jacques Dartial auront de terribles comptes à rendre.

Louis LOREAL.

La Santé, le 30 août 1923.

N'oubliez pas la thune mensuelle

Récidiviste

(NOUVELLE)

par Louis LORÉAL

Un quart d'heure après l'homme sortit enfin.

Suivi à quelque distance par Jacques, il pénétra dans le passage Ronce et entra dans une maison délabrée dont la porte d'entrée ne tenait plus sur ses gonds et ne fermait pas.

Arrivé au premier étage il dit : « Nom de Dieu ! elle a encore laissé tout ouvert. Ah ! la vieille garce. Si on lui faisait son affaire ce serait bien fait pour elle ! »

Puis il poussa la porte d'un coup de pied et continua son ascension. Enfin, il rentra chez lui.

Jacques alors monta l'escalier, et arrivé au premier, il appuya sa main tatouante contre une porte qui n'était pas close. Il ouvrit la porte, frota une allumette contre le mur et vit, sur une table,

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Syndicalisme et Anarchisme

Je causais ces jours derniers avec un vieux militant de la Maçonnerie-Pierre qui est depuis 1921 section technique du Syndicat unique du Bâtiment.

Ce vieux copain, dans de justes réflexions, me faisait sentir le regret qu'il éprouvait à constater que beaucoup de camarades anarchistes avaient déserté le syndicat, et de ce fait avaient cessé toute action militante au sein du syndicalisme révolutionnaire.

Ces réflexions sont vraies, surtout en ce qui concerne la Section de la Maçonnerie-Pierre. Nombreux sont les copains anarchistes qui ont déshérité leurs cartes syndicales ou qui ont cessé de verser leurs cotisations.

Ce délaissement, cet abandon d'individualités, est certainement regrettable.

A qui la faute ? Quelles sont les raisons qui ont créé cet état de choses ? La faute en est à tous, et les responsabilités retombent sur tous ceux qui n'ont pas osé aller jusqu'au bout de leurs pensées ou qui ont reculé devant les nécessités urgentes qui s'imposaient.

Les raisons sont nombreuses : Les événements du 11 janvier ; Les décisions d'autonomie des travailleurs du Bâtiment ; Les nombreuses hésitations survenues après ces décisions ; Le manque d'application des décisions d'assemblée générale pour les raisons de ne pas briser l'unité syndicale ; Le manque d'énergie de certains militants ;

Enfin la nécessité de recourir à la première initiative qui imposait la nécessité aux travailleurs du Bâtiment d'aller à l'autonomie et de rester à l'avenir dans cette voie.

Le temps passé dans l'alternative de savoir si les ouvriers du Bâtiment devaient se réintégrer dans l'autonomie, ou rester à la C.G.T.U., fut pour tous leurs organisations un signe de recul.

C'est fini tout cela, puisque le S.U.B. et la Fédération du Bâtiment sont aujourd'hui en dehors des organismes centraux qui sont poings et pieds liés à un parti politique.

Une question se pose maintenant aux anarchistes qui ne sont plus des syndicalistes, et particulièrement à ceux qui furent adhérents à la Section technique de la Maçonnerie-Pierre.

Allons-nous rentrer dans nos sections syndicales pour y reprendre notre activité et apporter notre concours à la lutte quotidienne pour l'amélioration générale des conditions de travail des producteurs ?

Si je me place dans ma situation d'ouvrier, je réponds catégoriquement que notre place est au syndicat, et que même nous n'aurions jamais dû la quitter.

Mais il nous reste des points à éclaircir, car je ne désire nullement que des camarades bien intentionnés viennent dire aux

anarchistes qu'ils veulent subordonner à leur profit le syndicalisme.

Les anarchistes sont-ils des adversaires du syndicalisme révolutionnaire ? Ont-ils une ressemblance avec ces hommes qui agissent par ordre et par raison impérieuse pour détruire, au bénéfice d'un parti, tous les rouages du Syndicalisme ?

Les anarchistes sont-ils des politiciens qui tout comme les autres désirent s'emparer des syndicats pour faire aboutir leur but idéologique ?

Ce ne sont que quelques points qui placent face à face le Syndicalisme et l'Anarchisme, et je ne vois nullement dans ces deux forces deux courants opposés.

Le Syndicalisme et l'Anarchisme sont-ils deux forces ennemies, irréconciliables ? Le Syndicalisme et l'Anarchisme continuent-ils à se bouter au bénéfice de toute l'exploitation capitaliste ?

Le Syndicalisme et l'Anarchisme sont deux courants sociaux qui se dirigent l'un vers l'autre, et qui recherchent dans tous leurs éléments toutes les forces d'affinité qui les dirigeront vers un but commun, c'est-à-dire la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le Syndicalisme révolutionnaire sera parlementaire ou fédéraliste, il sera avec la politique ou avec les révolutionnaires ; il restera autoritaire ou il deviendra farouchement libertaire.

Le Syndicalisme et l'Anarchisme sont deux buts communs, seuls les hommes qui défendent ces buts ne savent pas s'entendre pour des raisons diverses.

Si par la suite ce litige s'aplanit, montrant à tous les travailleurs que dans le Syndicalisme il y a place pour tous, pour entreprendre l'action quotidienne pour l'amélioration de notre sort et pour combattre l'institution morale des autoritaires, peut-être que je repasserais le seuil de la Bourse du Travail.

Dans le cas contraire je resterais un adversaire du Syndicalisme, soucieux de ne pas apporter de la haine dans les assemblées syndicales.

Je continuerais à l'extérieur mon action de militant, selon mes forces et mes capacités, et je ne craindrais nullement de combattre toutes les idées, car je ne serais avec aucune en dehors de l'Anarchisme !

F. SARNIN.

Pour l'Unité

L'unité, ce mot noble d'espérance a déjà fait couler beaucoup d'encre et fait prononcer de grands, graves discours pompeux aux témoins maniables du syndicalisme des deux C.G.T. dont la seule préoccupation est de conserver leur fromage (de Hollande).

Sauvegarder l'indépendance et l'autonomie du syndicalisme est le seul moyen qui s'offre à nous pour réaliser l'Unité.

L'unité est impossible avec les chefs des organismes centraux de la rue Lafayette ; impossible avec les artisans de la haine et de la discorde.

Ceux-là que nous méprisons profondément, qui ont trahi la cause et le but du syndicalisme, ne peuvent être aujourd'hui les reconstruc-teurs de l'Unité.

Nul ne peut contester la crise profonde qui mine et terrasse le syndicalisme et le menace d'une épidémie mortelle. (Fonctionnarisme inamovible.)

Nous connaissons les raisons qui firent briser l'Unité au Congrès de Lille. (Exclusion des syndicats adhérents au C.S.R.)

Il appartient donc aux militants d'envisager sans délai les possibilités, ainsi que les modalités qui conviennent dans notre département pour refaire l'Unité ?

Tel est la préoccupation constante et désintéressée des militants syndicalistes révolutionnaires du Rhône.

Judi 22 Janvier avait lieu à 20 heures, la réunion de section de la mécanique. L'ordre du jour était celui-ci : Orientation syndicale.

Le bureau de la section fut mis en minorité et démissionna.

Restons les syndicalistes que nous étions hier ; Nous ne pouvons nous associer, être à la remorque des démagogues bourgeois.

Nous refusons de suivre les Prudhomme et les Perrière, qui sont minorité dans la section de la mécanique. Nous nous refusons d'apporter notre collaboration à l'œuvre de déviation syndicale créée par les Jouhaux. Ces pontifes ayant participé officiellement avec les gouvernants Viviani-Malvy 1914, à l'assassinat collectif de la classe ouvrière de ce pays.

Et bien les amis, réfléchissez : De deux maux, nous choisissons le moindre, restons dans l'autonomie provisoire, en attendant que la minorité et les syndicats autonomes s'organisent à la base, créent entre eux une liaison organique. Qu'ils soient adhérents à l'Union régionale des syndicats autonomes, tout en laissant l'entière liberté, aux syndicats, d'adhérer ou non à l'U.F.S.A. Il appartient donc aux syndicats autonomes actifs qui sont appelés à fournir par leur propagande un gros appui moral, de déterminer un courant d'opinion chez les travailleurs pour l'action indispensable à mener, qui réalisera l'Unité à la base. L'Unité n'est possible qu'à cette condition essentielle et unique : C'est un travail de ténacité, de longue haleine qui ramènera le syndicalisme d'action directe sur son véritable terrain révolutionnaire.

L. FAVRE,

du Syndicat autonome de Lyon.

Amis lecteurs, abonnez-vous !

XIII^e REGION FEDERALE DU BATIMENT

Pour la défense du syndicalisme

Pour avoir voulu rester fidèle à son passé syndicaliste, notre vieille Fédération est en butte aux manœuvres d'un parti politique qui veut la briser par n'importe quels moyens. Voici une déclaration d'un membre influent dudit parti politique : « Le premier travail de la nouvelle Fédération sera de démolir la vieille Fédération » (paroles de Teulade, Congrès des dissidents de la vieille Fédération, 30 décembre 1924).

Pourriez-vous expliquer pourquoi ces scissionnistes cherchent à démolir ou à scinder en plusieurs tronçons les organisations syndicales, sinon pour leur vanité personnelle, sans souci des intérêts de la classe ouvrière. Toute cette besogne commarçante est faite sous l'égide d'un parti politique.

Pour ce travail de démolition, ils ont employé tous les procédés des politiciens : le mensonge et la calomnie ont été maniés de main de maître pour essayer de salir les meilleurs militants syndicalistes, ceux qui ont fait de l'action ; n'ont-ils pas aussi essayé de salir des militants comme notre bon camarade HUBERT, des Terrassiers (paroles de Teulade, Congrès des dissidents de la vieille Fédération, 30 décembre 1924).

Devant cette volonté bien arrêtée des scissionnistes de briser, de gâter de cour, les organisations du Bâtiment, il faut que tous nous soyons à côté les uns des autres, nous sentant bien les coudes, pour défendre notre vieux syndicalisme révolutionnaire, dont notre vieille Fédération est pour ainsi dire l'unique défenseur.

Camarades, ne vous laissez pas prendre aux boniments des agents électoraux qui viennent vous dire que pour que le syndicalisme fasse de l'action sociale, il faut qu'il marche de pair avec un parti politique ; erreur profonde, et l'histoire est là pour vous démontrer que ce raisonnement est faux. Prenons la période de 1906 à 1913, au moment où l'action syndicale corporative battait son plein ; n'est-ce pas à ce moment que l'on a vu les syndicats les plus capables d'action sociale ? (Affaire Aernout, antimilitariste, Ferrer, contre la guerre.)

Regardons aujourd'hui les syndicats minés et rongés par les luttes politiques, incapables d'aucune action corporative et sociale, parce que le virus de la politique s'est introduit dans ses organismes. Est-on capable de rassembler les foules ouvrières dans la rue pour une action ? Non, mais on peut, en très peu de temps, revoir ces beaux jours où la bourgeoisie fuyait Paris par peur du mouvement syndicaliste (1er mai 1906).

Pour revoir ces beaux jours où la parole était à l'action, c'est à vous, militants syndicalistes, que nous faisons appel pour faire dans votre entourage toute la propagande syndicale nécessaire, au chantier ou à l'atelier, au restaurant, dans les communes, quand vous allez en déplacement pour une maison ; c'est à ce prix qu'est le triomphe

du syndicalisme révolutionnaire, car il ne peut venir à l'idée d'aucun syndicaliste digne de ce nom de penser que cet idéal peut sombrer au détriment de la politique.

Puisque les agents d'un parti politique veulent briser nos syndicats, nous nous devons de relever le gant et d'intensifier notre propagande syndicale. Aussi, le C. E. de la XIII^e région fait appel à tous les camarades qui sont restés fermement syndicalistes pour l'aider dans son travail de regroupement syndical, en lui indiquant les localités de Seine-et-Oise, Oise, Seine-et-Marne et Loiret, où il y a possibilité de créer des organismes syndicaux se gérant par eux-mêmes et en dehors de toute ingérence extérieure au syndicalisme.

Pour notre regroupement, tous à l'action !

La Commission Exécutive régionale.

P. S. — Pour tous renseignements ou correspondance, s'adresser à l'adresse ci-dessous : camarade A. MATHIS, délégué régional, Bourse du Travail, Bureau 26 (4^e étage), rue du Château-d'Eau, 3, Paris (10^e Arr.).

Dans le S. U. B.

Aux Paveurs et aides et parties similaires. Section technique du S.U.B. — Camarades ! Voici bientôt la fin des mauvais jours, car le temps passe vite. Qu'allons-nous faire ? Resterons-nous aussi inactifs que l'année précédente ? Non, camarades ! Il ne le faut pas, il faut que l'année 1925 voie un redoublement d'efforts de notre part et ce que nous n'avons pu malheureusement arracher antérieurement, nous l'aurons bientôt, c'est-à-dire, notre cahier de revendications, c'est pourquoi nous vous convions tous à venir affirmer votre volonté à l'Assemblée générale qui se tiendra à la Bourse du Travail, rue du Château-d'Eau, petite Salle des Grèves, le Dimanche 1er Février 1925, 9 heures du matin.

Relevez un peu le dos les Bossus ! Tous à l'ouvrage, les résultats sont au bout, si vous le voulez.

Le Conseil.

A LA COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Le conflit des eaux s'aggrave

Sans réponse aux lettres et ordres du jour qu'ils ont adressés au préfet de la Seine et à la direction de la Compagnie générale des Eaux concernant l'indemnité d'attente de 500 francs, l'application de l'article 7 de la loi du recrutement, et la création de la Commission paritaire.

Les ouvriers des usines de la Compagnie générale des Eaux ont manifesté leur mécontentement par deux manifestations : L'une à Choisy-le-Roi. Partis au nombre d'une centaine de la maison du peuple, les manifestants ont traversé la ville de Choisy-le-Roi dans le plus grand calme et massés à la porte de l'usine, ils ont aux cris de : « nos 500, article 7 », déposé près du chef d'usine un ordre du jour énergique ;

Il en fut de même à Neuilly-sur-Marne, autre importante usine de la Compagnie générale des Eaux, où après bien des pourparlers ils ont pu trouver le chef d'usine et lui remettre le même ordre du jour.

Dimanche 1er Février une réunion générale de tout le personnel syndiqué aura lieu à la Bourse du Travail et si aucune décision n'intervient, le personnel est décidé à faire grève.

SYNDICAT AUTONOME DE L'HABILLEMENT

Un ordre du jour

Le Syndicat Autonome de l'Habillement du Rhône, après un examen général de la situation syndicale locale et nationale, Considérant d'une part l'asservissement de la C. G. T. et de la C. G. T. U. à des partis politiques qui obligent ces organismes centraux à renier la conception du syndicalisme telle qu'elle est définie par la Charte d'Amiens qui a toujours été le guide du Syndicat de l'Habillement dans son action corporative et sociale ;

D'autre part, la création d'un troisième organisme qui s'intitule l'Union Fédérative des Syndicats Autonomes de France et dont la structure organique est telle qu'on peut le considérer (bien qu'elle s'en défende) comme une troisième C. G. T., augmentant ainsi la division et la confusionisme dans lesquels se débat la classe ouvrière ;

Déclare conserver son entière autonomie vis-à-vis de ces trois organismes ; Confirme également la décision prise dans son Assemblée générale du 29 novembre 1924, de se retirer à la date du 1er janvier 1925, de l'Union Départementale, 86, cours Lafayette, si celle-ci donnait son adhésion à l'U. F. S. A. F., ce qui est chose faite.

Ne voulant en aucune façon contribuer à la création d'une troisième C. G. T., transfère son siège à la Bourse du Travail, 39, cours Morand, seul organisme neutre, afin de pouvoir œuvrer utilement et en dehors de toute tutelle politique ou philosophique, au regroupement de la corporation sur le terrain syndical, strictement lutte de classe, qu'il a toujours préconisé ;

Se réserve, toutefois, quant à son adhésion à l'Union Régionale en voie de formation, jusqu'à plus ample documentation ; Rappelle aux ouvriers et ouvrières de l'Habillement que, seul, le groupement des forces ouvrières dans le Syndicat leur permettra de mener à bien la lutte contre le patronat et d'arracher à celui-ci les améliorations auxquelles ils aspirent ;

Le Syndicat déclare, en outre, qu'il est prêt à examiner et favoriser toute tentative d'unité sincère à la base et qu'il ouvrira à la réalisation de la plus grande unité possible, seul moyen de rendre à la classe ouvrière sa force combattive que les menées scissionnistes lui ont fait perdre.

Adressez toute la correspondance au siège, Bourse du Travail, 39, cours Morand, Lyon. Une permanence régulière a lieu tous les samedis, de 15 heures à 18 heures, pour adhésions, cotisations, renseignements divers.

DANS LE SUD-OUEST

Groupe de Bordeaux

Allons, les copains, à l'œuvre !

Depuis un certain temps nos réunions sont délaissées, nos causeries ne sont plus goûtées comme auparavant. Il faut réagir. Il faut venir entamer la discussion. Pour la bonne marche de notre idéal, pour son prompt aboutissement, il faut nous répondre.

Que tous les anciens, les jeunes, les sympathisants, soient nombreux à notre réunion de demain, 30 courant, au Bar des Sports, rue des Augustins, où notre bon camarade Antignac fera une causerie.

Le C. I. du Groupe.

L'ENFER DES TRAVAILLEURS

Un coup d'œil dans les « bagnes »

Aux barbouilleurs.

Les copains qui seraient embauchés à la maison Colin, rue de Dunkerque et que l'on voudrait envoyer au Bourget sont priés de s'abstenir.

Le boulot y est dégueulasse ! Il faut un outillage spécial (marteau, clef anglaise, burin...) pour pouvoir démonter de grands battis en bois et fer qu'il faut « barbouiller ». Les quelques salards qui y travaillent sont remplis de m... de la tête aux pieds et de plus le travail est surveillé par une espèce de juteux qui n'a pas l'air comode.

Communiqués syndicaux

Coutureuses Autonomes. — Ce jeudi soir, à 21 heures, 25, rue de Reuilly, maison Frety. Démonstration sur l'ondulation.

Travailleurs de la Pierre. — Les cartes pour 1925 seront à la disposition des camarades à partir du dimanche 1er février 1925, au siège, 60, rue Charlot.

Le journal « le Travailleur de la Pierre » va paraître ; nous invitons tous les camarades soucieux de sa vitalité de nous envoyer les renseignements concernant les chantiers, sur l'embauche et la débauche et tous renseignements utiles. Prière aussi d'envoyer de la copie ; procurez-nous l'adresse des non syndiqués, nous leur ferons parvenir le journal.

Terrassiers. — Réunion du Conseil d'administration, ce jeudi soir, à 17 h. 30, Bourse du Travail, salle des Commissions, 5^e étage.

Fédération Nationale des Jeunes Syndicalistes. — Réunion du B. N. ce jeudi soir, à 20 h. 30, rue Cambronne, 18 (15^e).

Tous les délégués au B. N. sont priés de faire le nécessaire pour être présents.

DANS LE S. U. B.

COMMISSION EXECUTIVE DU S. U. B. — Réunion de la C. E. ce jeudi soir, à 18 heures, Bourse du Travail, bureaux 13 et 14.

L'ordre du jour étant très important, tous les camarades sont priés d'être présents à l'heure. Les Monteurs en Chauffage sont priés d'envoyer à la réunion leurs cinq délégués.

NOTE IMPORTANTE. — Le poste de trésorier général étant vacant par la démission du camarade Toussaint, la liste des candidatures est ouverte.

D'autre part, la maladie ou un accident quelconque pouvant survenir au trésorier général, la C. E. et le Bureau ont pensé qu'il était nécessaire de nommer un trésorier adjoint, non rétribué, qui pourra automatiquement remplacer le trésorier général démissionnaire afin de ne pas gêner la bonne marche de l'organisation.

Donc, les sections techniques, les syndiqués, doivent faire le nécessaire pour faire parvenir les candidatures aux postes suivants : trésorier général adjoint ; trésorier adjoint non appointé.

Les candidatures sont reçues dès aujourd'hui au bureau 10. La liste sera close le dimanche 8 février.

Cours professionnels

MENUISERIE. — A 20 h. 30, 8, avenue Mathurin-Moreau, salle Fernand-Pelloutier.

Communications diverses

Club du Faubourg. — Le Club organise ce soir, au théâtre de la Fourmi, un grand débat : « Pour et contre les Courses de Taureaux ; sport ou barbarie ? Doit-on autoriser une corrida à Paris ? », avec les orateurs de l'Union Taureomachique contre ceux de la Société Protection des Animaux. On entendra, pour la première fois : Mlle Musidora, le député Yvan-negarray, MM. Serge Véber, J. J. Renard, Charles Lussy, Daniel Galdine, etc. ; et pour la seconde, M. Berchem, président de la Société Protection des Animaux, qui a convoqué comme témoins Mmes Colette, Rachilde, Moreno, MM. Gustave Téry, Clément Vautel, Emile Desvaux, etc. Encore un débat animé en perspective.

Comité « L'Entraide ». — Nous prévenons les camarades du Comité de l'Entraide de la prochaine réunion du Conseil, auquel ils se feront un devoir d'assister ce soir, à 19 heures 30, permanence du Syndicat des Terrassiers, Bourse du Travail, 4^e étage.

Ordre du jour : Discussion sur l'Entraide, et contrôle.

« Nos Chansons », n° 8. — Chansons : Le Vrai Devant (paroles et musique de Xavier Privas) ; Aux Responsables (P. Maréchal et L. Billaut) ; Gros-Jean de quoi te plains-tu ? (F. Motet et R. Chantegrellet) ; Reconstruction (F. H. Jolivet) ; Hygiène (E. Bizeau et Pauline Cammeau) ; Chant du Drapeau noir (J. Loréal) ; Les Bûes (M. Elwig et L.-A. Droccos) ; L'« International » des Enfants (S. Faure).

Récits : Propagande des Chansons (E. Potier) ; Le Berland (M. Hallé) ; Les Petits et les Grands (E. Poitevin) ; Il faut payer (L. Roux) ; La Pénétration pacifique (M. Maroc) ; Dialogue de Mastic.

Prix net, un franc ; franco, 1 fr. 25. Adressez les commandes au nom du camarade Coladant, 51, rue du Château-d'Eau (salle des Auteurs), Paris (10^e). Compte chèque postal : Paris, 501-31.

Fédération des Locataires de la Seine. — Locataires du 20. — Renseignements juridiques, de 20 heures à 22 heures, 50, rue Ménilmontant. — A 21 heures précises, au siège de la Fédération, 158, rue Lafayette, Commission juridique (des tarifs).

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : GEORGES LACHAUME

Imprimerie spéciale du Libéraire 10-12, rue Paul-Lelong, Paris.

La Vie de l'Union Anarchiste

Le Brasseur, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).
Chèque postal : 708-78 Paris

Paris et banlieue

Jeunesse Anarchiste. — Demain soir, salle Herminier, 77, boulevard Barbès (métro Mar-cadet, N.-S. Poissonniers), conférence par R. Grandcoure, ex-détenu, sur « les Bagnes d'Enfants ».

Pour commencer, discussion sur l'adhésion à la Fédération Anarchiste et la cotisation à l'Union Anarchiste.

Groupe Théâtral. — Adhésions et répétition ce soir, à 20 h. 30, brasserie de la Mairie, 61, rue du Faubourg-Saint-Martin.

Prière à tous les copains ayant un rôle dans le « Cultivateur de Chicago » d'être à l'heure.

Groupe des 3^e et 4^e. — La réunion constitutive du Groupe aura lieu samedi soir, 31 courant, à 20 h. 45 précises. Les camarades des 3^e et 4^e arrondissements répondront tous à cette convocation. La discussion portera sur l'organisation du Groupe, les moyens à envisager pour l'action dans la région. Le Groupe décidera aussi de la tenue d'une grande conférence-ouverture.

Tous les amis assisteront à cette réunion de samedi soir qui aura lieu 10, rue Broeze, sur la place de l'Eglise-Saint-Gervais, derrière l'Hôtel de Ville (métro Hôtel-de-Ville, autobus A. D.). Pour tous renseignements, lisez la rubrique « Vie de l'U. A. ».

Adressez provisoirement la correspondance à Pierre Odéon, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).

Groupe Universitaire des 5^e et 6^e arrondissements. — Ce jeudi 29 janvier, causerie par M. G. nial, sur « Les Causes et les Origines des Guerres ». Invitation à tous les copains.

Les camarades des groupes des 13^e, 14^e et 15^e sont priés de se mettre en rapport avec le 5^e et le 6^e pour l'organisation d'un meeting en commun sur la rive gauche.

Groupe des 9^e et 18^e. — Ce jeudi soir, causerie par le camarade Wolf sur un sujet très intéressant, salle Herminier, 77, boulevard Barbès. Les camarades sont priés d'être nombreux. La contradiction amicale est sollicitée.

Groupe du 20^e. — Réunion ce jeudi soir, à 20 h. 30, rue de Ménilmontant, 4.

Compte rendu du C. I. : Controverse entre les camarades Desnos et Perrier (sujet : « Les Anarchistes dans la Société »), suite.

Groupe du Bourget-Drancy. — Le meeting de demain vendredi ne pouvant avoir lieu, le camarade Chazoff nous assure son concours pour le vendredi 6 février.

Réunion ordinaire du Groupe samedi 31 courant, salle et lieu habituels. Affichage.

Groupe de Livry-Gargan. — Réunion extraordinaire du Groupe, ce jeudi soir, à 21 heures, salle habituelle.

Distribution d'affiches et organisation du meeting.

Attendez le camarade Tob qui rapportera les bandes.

Groupe de Levallois. — L'intergroupe des 9^e, 10^e, 17^e, 18^e et 19^e et Saint-Denis a décidé de reformer le groupe de Levallois. Celui-ci a très bien marché pendant longtemps ; une quarantaine de copains y suivaient les causeries éducatives et prenaient part à son action. Tout cela est tombé à zéro. Pourquoi ?

Venez nombreux et décidés à réagir à la réunion de réformation du groupe, qui aura lieu le samedi 31 janvier 1925, à 20 h. 30, à la Maison Commune, 28, rue Cava.

Villeneuve-Saint-Georges, Gonesse, Montgeron, Brunoy, Dravill-Vignaux. — La troisième réunion du Groupe régional se tiendra samedi prochain, à 20 h. 30, très exactement, salle de l'ancienne-Mairie de Villeneuve-Saint-Georges.

A l'ordre du jour : 1. nomination d'un secrétaire et d'un trésorier ; 2. discussion sur la façon de soutenir pérennitairement la Fédération Anarchiste et l'Union Anarchiste ; 3. organisation d'une grande conférence.

Tous les lecteurs du « Libéraire » sont cordialement invités à s'unir aux quelques copains déjà sur la brèche.

Province

Groupe Libéraire du Havre. — Le Groupe est bien décidé à faire quelque chose d'utile. Il a été formé une caisse de solidarité, composée du tiers des collectes, un autre tiers est versé à l'U. A. qui, nous l'espérons, nous apportera son concours en orateurs, lorsque nous en ferons la demande.

Tous les vendredis, les camarades, sans exception, devront venir à 21 heures. Chaque semaine, chacun aura cinq minutes pour faire son petit exposé. Nous espérons que les lecteurs du « Libéraire » viendront nombreux.

Demain vendredi, Cercle Franklin, salle 6, de 20 h. 30 à 21 heures, questions administratives ; de 21 heures à 22 heures « Pourquoi as-tu choisi l'Anarchie ? » ; de 22 heures à 23 h. 30, Chansons réalistes par les copains du Groupe.

Groupe de Grenoble. — Demain vendredi, à 20 h. 30, café Berthel, place Saint-Bruno, causerie sur l'Entraide anarchiste à Grenoble.

P.-S. — Y a-t-il des camarades, à Brignoud, qui pourraient se mettre en rapport avec nous pour la propagande ? Ecrire à L. Martin, rue Taillefer, 24.

PETITE CORRESPONDANCE

Les Copains connaissent du travail dans la métall